

La police mène à la prison

Lockdown : Une punition collective pour écraser les plus vulnérables

Le 3 décembre dernier, des milliers de personnes incarcérées au Québec ont été prises en otage dans leurs cellules. Pourquoi ? À cause d'un incident isolé à la prison de Sorel-Tracy. Un gardien blessé et voilà que toute la province est mise sous lockdown. Toutes les prisons fermées à double tour, enfermant tout le monde sans distinction, dans des conditions encore plus inhumaines. Pas de sortie, pas d'air, pas de visite, juste des murs et l'isolement. Cette punition collective, utilisée comme moyen de pression par les syndicats des gardiens, n'est qu'une extension de la violence quotidienne dans les prisons : une violence déguisée en "solidarité", mais qui sert uniquement à écraser les plus vulnérables, à nier leurs droits et à briser leur dignité.

Les screw ne sont pas des "travailleur-ses" comme les autres. Leur job ? Maintenir un ordre répressif, imposer la soumission, pas rendre justice. Ce système est là pour contrôler, écraser et déshumaniser. Il est grand temps de mettre fin à ce cycle de violence et de remettre en question cette institution qui détruit des vies.

La prison : instrument de contrôle et d'exclusion

Les prisons ne sont pas là pour réhabiliter, elles sont faites pour écraser. Ce sont des lieux de violence systématique, conçus pour contrôler et exclure les plus vulnérables : les pauvres, les marginalisé-es, ceux que le système considère comme des "nuisibles" à éliminer. Les personnes trans, par exemple, y subissent des agressions physiques et psychologiques, leur identité niée à chaque instant, plongeant leur détention dans un enfer marqué par une transphobie systématique. Les personnes racisé-es et les peuples autochtones sont sur-représenté-es parmi les incarcéré-es, écrasé-es par une répression raciste et coloniale qui les criminalise pour leur culture, leur origine ou leur statut social. Et les travailleur-ses du sexe ne sont pas épargné-es non plus : entre criminalisation et violence policière, iels sont pourchassé-es à chaque coin de rue, leur sécurité détruite par une répression putophobe qui renforce les normes patriarcales et sexistes.

Les prisons déshumanisent. Elles écrasent, excluent, marginalisent. Leur unique but ? Maintenir un ordre social injuste où les plus vulnérables paient toujours le prix fort. Il est grand temps d'en finir avec ce système répressif et de lutter pour un monde sans prison, plus juste et plus humain.

La police au service des fascistes

Le 30 novembre 2024, la police de Montréal a clairement affiché son soutien à l'extrême droite en protégeant activement la Messe des Morts, un festival néonazi. Après des semaines de mobilisation contre des groupes qui ont des affinités ou qui sont carrément dans la mouvance National Socialist Black Metal (NSBM), plus de 200 personnes ont manifesté contre cette scène nazifiante. Dès le départ, les flics ont déployé un dispositif militaire autour du théâtre : des centaines d'agents à pied, à vélo, en voiture et à cheval. Plusieurs policiers arboraient fièrement la "Thin Blue Line", un symbole raciste d'extrême droite. Lors de la manifestation qui a suivi, la répression a été immédiate : le SPVM a violemment attaqué le cortège à coups de matraques et de gaz poivré.

Cette protection active des néonazis n'est pas un cas isolé. Quelques mois plus tôt, le SPVM avait déployé une force démesurée pour protéger une trentaine de militant-e-s de Nouvelle Alliance, un groupuscule souverainiste d'extrême droite. Là encore, les policiers n'étaient pas là pour défendre la population, mais pour protéger les néonazis. Les flics se révèlent clairement comme une milice au service de l'extrême droite, prêts à écraser toute résistance antifasciste sous la violence d'État.

La Thin Blue Line : les flics affirment leur racisme

La "Thin Blue Line" est une insulte directe aux luttes pour les droits des racisé-es. Née dans les années 50, elle représente les policiers comme la ligne de séparation, la « ligne bleue », entre "l'ordre" (le maintien de la ségrégation raciale) et "le chaos" (les Afro-américain-es réclamant des droits). En 2014, elle a été réutilisée par le mouvement "Blue Lives Matter", une réponse raciste et violente au mouvement Black Lives Matter. Ce symbole, profondément raciste, sert à légitimer les meurtres policiers et la brutalité systématique à l'encontre des communautés racisées. Devenant ainsi un emblème de la suprématie blanche et de l'impunité policière.

Alors, pour quelles raisons les policiers du Québec continuent-ils d'arborer ce symbole ? Parce qu'ils veulent continuer à opprimer, à brutaliser et à tuer en toute impunité, tout en affichant fièrement leur racisme et leur complicité avec la violence systémique.



29^E MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

📍 METRO LIONEL-GROULX
📅 SAMEDI
15 MARS 2025
13H12

COLLECTIF15MARS.ORG



La police est cishétérosexiste

« Rien ne semble freiner la solidarité policière, pas même des accusations criminelles pour violences conjugales ou agressions sexuelles. » (Le Devoir, 17 juin 2024)

Entre 2018 et 2023, 118 policiers ont été accusés au criminel et environ 50% d'entre eux pour agressions sexuelles, violence et/ou harcèlement de leur conjointe, ex-conjointe, collègue ou partenaire intime... 50%, c'est presque le double que celle dans la population générale!

Selon le site du SPVM: «Au quotidien, dans le travail, les employés (du SPVM) ont autant d'égards et d'ouverture pour les autres que pour un membre de leur famille.»

C'est rassurant en calice!

Les policiers se protègent entre eux. Pas surprenant que, lors des contre-manifs anti-trans du 16 mai 2023 et du 20 septembre 2024, ils ont protégé les fachos et les ont laissés s'approcher à une distance dangereuse de la ligne du Pink Bloc. Pas surprenant non plus qu'ils s'attaquent d'abord à la bannière rose dans des manifestations comme le 1er mai 2023, celle de Rage Climatique en septembre 2023 et plus récemment, dès que le contingent Queer for Palestine se trouvait à leur portée.

Il faut croire que vous forcer à porter des costumes de clowns à la pride et à conduire une voiture aux couleurs du drapeau inclusif ne suffit pas, Fadi! C'est pourtant simple, pour abolir le patriarcat de vos rangs, il suffirait d'abolir la police ;)

Les flics aussi sont victimes de préjugés: on pense qu'ils n'aiment pas les manifestant-e-s

Trans, gouines, PD contre l'État policier!

Pourtant, regardez-les ici défendre une manif transphobe



La police attaque ceux qui critiquent le génocide palestinien

Au soi-disant Québec et un peu partout dans le monde, les militant-es pour la Palestine qui tentent de défer et déstabiliser le pouvoir en place en pratiquant la politique de rue se font matraquer et gazer depuis un an et demi sur une base régulière. Résultat: 106 arrestations de manifestant-es par le SPVM en 2024 et des attaques policières qui ont blessé plusieurs dizaines de militant-es (membres fracturés, commotions cérébrales, lésions ouvertes nécessitant des points de sutures, entorses et foulures en tout genre, ...).

Le 15 avril, le SPVM arrête 45 personnes manifestant pacifiquement lors d'un sit-in à la banque Scotia, un des principaux actionnaires de Elbit Systems, principale manufacture d'armes israéliennes. Dans la même lignée des interventions policières complètement débiles des flics, on soulignera aussi l'arrestation de la militante palestinienne Sammar Alkhdour pour avoir dessiné des messages politiques à la craie.

Après une petite crisette politique du porc en chef François Bonnardel, des centaines d'effectifs du SPVM et de la SQ accompagnés de dizaines d'employé-e-s de la ville de Montréal ont été mobilisé-e-s au centre-ville le 5 juillet pour le démantèlement le campement Al-Soumoud au Square Victoria qui revendiquait le désinvestissement des 14 milliards qu'investit la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans des entreprises complices du génocide du peuple palestinien. Au petit matin, l'anti-émeute est entrée de force dans le campement en brutalisant les personnes qui y dormaient et en saccageant le matériel. L'occupation politique a été violemment démantelée sans avis d'éviction et des militant-es ont été brutalisé-es pour avoir exercé leur droit de rassemblement et de protestation.

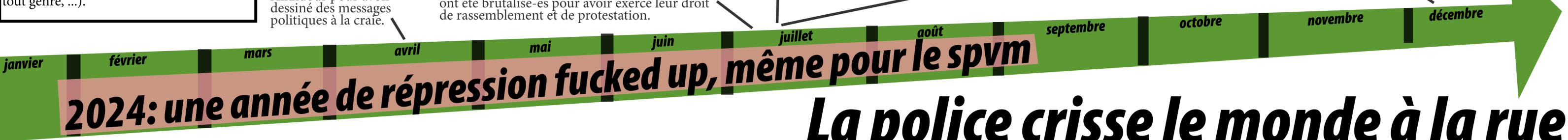
Le démantèlement du campement de McGill le 10 juillet a ouvert de son côté une marche assumée vers la privatisation de la répression policière. Des centaines de policiers du SPVM et de la SQ entourant l'université ont ouvert la voie à SIRCO, une entreprise de sécurité privée dirigée par des policier-ères haut-gradés à la retraite en manque d'opprimer la population. Les agents de SIRCO sont rudement intervenus pour déloger les quelques militant-es qui refusaient de quitter les lieux, causant des blessures lors de leur intervention.

Lors de la manifestation du 11 juillet visant à dénoncer ce démantèlement, les flics ont attaqué violemment les manifestant-e-s tenant les bannières de côté afin de se trouver des excuses pour se permettre de lancer des bombes lacrymo à bout portant à la hauteur du visage des manifestant-e-s et asperger de poivre de cayenne tout individu qu'ils croisaient sur leur chemin, incluant des adolescent-e-s d'origines arabes qui ne faisaient que passer par là.

Le 11 décembre 2024 à McGill, un agent de sécurité, armé d'une arme à feu pour bien faire comprendre à tout le monde qu'il a une masculinité fragile, attaque une personne membre de l'Association des étudiant-e-s diplômé-e-s employé-e-s de McGill. Après avoir été rejoint par ses superviseurs, ces *mall cops* sur les stéroïdes l'ont ensuite séquestrée pendant 45 minutes.

On emmerde la répression policière. On déteste la police privée autant que les chiens de garde de l'État! Ce ne sont pas quelques Kéveune à la calvitie précoce en quête de power trip qui vont faire taire un mouvement qui dénonce plus de 76 ans de colonisation, d'oppression et d'actes génocidaires.

La Palestine vaincra!



La police est raciste

L'exploitation, la source des migrations

Personne a envie d'abandonner sa maison, ses ami-e-s et sa famille pour aller tenter sa chance dans un nouveau pays pas si accueillant. Les changements climatiques et la domination économique des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie forcent depuis longtemps les personnes à trouver refuge dans des pays comme le Canada ou les États-Unis. Ne prenons que l'exemple de la compagnie montréalaise Gildan et de ses violations récurrentes des droits des travailleur-euse-s en Haïti. Une telle exploitation attise les conflits sociaux et encourage

l'afflux de migrant-e-s. Mais pour maintenir ces conditions d'exploitation, il est nécessaire que les gens ne peuvent aller d'un pays à l'autre. C'est pourquoi le contrôle des frontières est si important: les jobs bien payés doivent rester dans les mains des travailleur-euse-s du Canada et des États-Unis. Legault nous dit qu'on a pas la capacité d'intégration, mais il a accepté 200 000 migrant-e-s temporaires l'an passé pour cueillir nos fraises et concombres, qui ne se sont intégré-e-s que dans les camps de travail agricole. La police applique les contrôles racistes de l'immigration, pour maintenir la pression sur les pays du sud.

Le SPVM refuse d'implanter un moratoire sur les interpellations «aléatoires»

Un nouveau rapport sur les interpellations arbitraires du SPVM est paru cette année.

- 6x** Les personnes autochtones sont 6 fois plus à risque de subir ces interpellations.
- 3.5x** Les personnes noires sont 3.5 fois plus à risque de subir ces interpellations.
- 2.3x** Les personnes arabes sont 2.3 fois plus à risque de subir ces interpellations.

<https://www.ledevoir.com/societe/793501/malgre-un-rapport-extremement-critique-le-spvm-maintient-les-interpellations-policiere>

Encore en 2024, la police tue

19 des 72 personnes tuées par la police au soi-disant Canada étaient autochtones.

Qui est attaqué-e par la justice?

Les personnes noires	Les personnes autochtones
9,2% Des personnes admises en détention sont noires au soi-disant Canada, alors que 5% De la population canadienne est noire.	33% Des personnes admises en détention sont autochtones ou inuites au soi-disant Canada, 5% De la population canadienne est autochtone ou inuite.

Une grosse partie de cette disproportion s'explique par le profilage racial ouvertement avoué des services de police. Une autre, c'est simplement la misère et l'exploitation: au soi-disant Québec, c'est 76% des personnes incarcérées qui n'ont pas de diplôme d'étude secondaire. Sans la possibilité d'un emploi bien payé entre autres à cause du racisme, les stratégies criminelles deviennent beaucoup plus attrayantes. Ces chiffres camouflent aussi une autre réalité importante: les personnes racisées ayant un statut d'immigration temporaire subissent souvent la double peine: risque d'être déporté-e en plus d'être condamné-e.



La police crisse le monde à la rue

La loi est juste: c'est interdit aux riches comme aux pauvres de camper sur des terrains inutilisés.

La police applique les lois injustes

Les riches, qui possèdent les appartements, les restaurants, les compagnies, etc, n'y voient qu'une manière de s'enrichir. C'est pourquoi on a du mal à payer nos loyers: d'un côté nos boss veulent nous donner de moins en moins pour qu'on fasse la même job, pendant que l'épicerie, nos proprios, l'hydro pis la STM essayent de nous en prendre de plus en plus. Si la ville augmente toujours plus le budget de la police, c'est que ça prend des bras pour sacrer les gens dehors de leur logement quand iels peuvent plus payer. Mais qui sont les vrai-e-s criminel-le-s dans ces drames quotidiens? Les gens qui essayent de survivre et qui n'y arrivent pas, ou bien les gens qui se sauvent avec la majorité de la richesse de la société? Les flics eux, ont la réponse: c'est les pauvres qu'ils punissent, toujours et encore, pour le simple crime d'essayer de survivre. C'est un gaspillage pas possible! Ça prend pas une lumière pour réaliser que c'est pas les contraventions données aux personnes en situation d'itinérance qui vont les aider dans les démarches pour se trouver un logement.

Si t'es pauvre, tu vas y goûter...

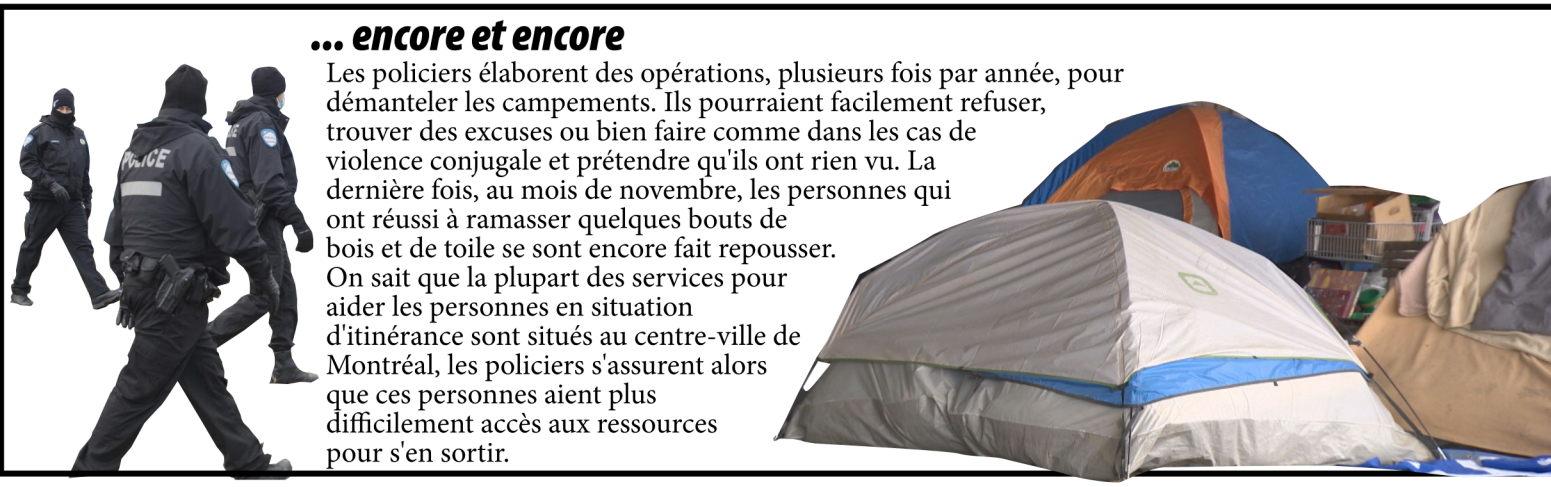
Les recensements de personnes en situation d'itinérance à Montréal, la ville la plus touchée par l'itinérance, rapportent à peine 5000 personnes dans cette situation, ou 0.2% de la population. Pourtant...

À Montréal
>20% Entre 2012 et 2019, la quantité de contraventions données à des personnes en situation d'itinérance sont toujours de plus de 20%, alors que le nombre atteint près de 40% dans les années plus récente.

À Québec
>13.5% Entre 2019 et 2021, le taux de contravention donné à des populations en situation d'itinérance varie entre 13.5 et 20%.

Autrement dit, si t'es dans rue, tu as
60 à 100 fois plus de chances d'avoir un ticket

Les contraventions sont la plupart du temps données à des personnes pour leur occupation de l'espace public. Par exemple, les métros sont de plus en plus contrôlés, ce n'est donc pas étonnant que le monde s'organise en campements cachés plus loins du centre-ville...



... encore et encore

Les policiers élaborent des opérations, plusieurs fois par année, pour démanteler les campements. Ils pourraient facilement refuser, trouver des excuses ou bien faire comme dans les cas de violence conjugale et prétendre qu'ils ont rien vu. La dernière fois, au mois de novembre, les personnes qui ont réussi à ramasser quelques bouts de bois et de toile se sont encore fait repousser. On sait que la plupart des services pour aider les personnes en situation d'itinérance sont situés au centre-ville de Montréal, les policiers s'assurent alors que ces personnes aient plus difficilement accès aux ressources pour s'en sortir.